

CONSEIL METROPOLITAIN DU  
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre  
2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre  
GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
N° 24/11/248		
AVENANT N° 5 AU CONTRAT 86RL2016 - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR LES PARKINGS EN OUVRAGE DE LA VILLE DE TOULON - INTÉGRATION DES IMPACTS DE LA LOI ' LOM ' SUR LE DÉPLOIEMENT DES POINTS DE RECHARGE POUR VÉHICULES		

**PRESENTS :**

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

**ABSENT :**

Mme Sandra TORRES.

## **Séance Publique du 29 novembre 2024**

**N° D' O R D R E : 24/11/248**

**O B J E T : AVENANT N° 5 AU CONTRAT 86RL2016 - CONTRAT DE  
DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR  
LES PARKINGS EN OUVRAGE DE LA VILLE DE  
TOULON - INTÉGRATION DES IMPACTS DE LA LOI '  
LOM ' SUR LE DÉPLOIEMENT DES POINTS DE  
RECHARGE POUR VÉHICULES**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L1411-1 et suivants,

**VU** le Code de la Commande Publique, et notamment l'article R3135-1,

**VU** la loi n° 2019-1428 d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019 (dite « loi LOM »),

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la transformation de la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée en Métropole ayant eu pour conséquence le transfert de la compétence « parcs et aires de stationnement » à cette dernière à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018,

**VU** la délibération n°2016/291/S du Conseil Municipal de Toulon en date du 25 novembre 2016 autorisant l'attribution du contrat de Délégation de Service Public portant sur les parkings en ouvrage de la ville de Toulon à la société Q-PARK France et en autorisant la cession à la société dédiée QPARK-TOULON,

**VU** le contrat de concession n°86RL2016 conclu pour une durée de douze (12 ans) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, soit jusqu'au 31 décembre 2028,

**VU** l'avenant n°1 au contrat approuvé par délibération n° 2017/359/S du Conseil Municipal de la ville de Toulon en date du 15 décembre 2017, ayant pour objet l'approbation de nouveaux tarifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018,

**VU** l'avenant n°2 précédemment conclu dans le cadre du présent contrat approuvé par délibération n°18/10/309 du Conseil Métropolitain du 25 octobre 2018, ayant pour objet la modification du programme de travaux concessifs à la charge du concessionnaire pour un montant de 743 975,62 €, la prolongation de la durée du contrat pour une période de 10 mois jusqu'au 31 octobre 2029, ainsi que la possibilité de recourir à des abonnements de longue durée,

**VU** l'avenant n°3 précédemment conclu dans le cadre du présent contrat approuvé par délibération n°21/05/166 du Conseil Métropolitain du 27 mai 2021, ayant pour objet la modification du programme des travaux concessifs à la charge du concessionnaire pour un montant de 433 684 € HT, la prolongation du contrat pour une période de 4 mois, bilan des travaux concessifs, travaux supplémentaires, précision sur le périmètre, les tarifs et la redevance,

**VU** l'avenant n°4 précédemment conclu dans le cadre du présent contrat approuvé par délibération n°22/09/284 du Conseil Métropolitain du 29 septembre 2022, ayant pour objet d'intégrer la mention relative à la laïcité et la neutralité du service public, en application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

**VU** le projet d'avenant n°5 (et ses annexes) ci-annexé,

**VU** que le projet d'avenant n°5 nécessite l'avis préalable de la Commission de Délégation de Service Public,

**VU** l'avis préalable favorable de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 5 novembre 2024,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 12 novembre 2024,

**CONSIDERANT** le changement de loi induit par l'article 64 VI de la loi n° 2019-1428 d'orientation des mobilités (dite « loi LOM ») du 24 décembre 2019 sur le déploiement de points de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables sur les parcs de stationnement de plus de vingt (20) emplacements gérés en Délégation de Service Public,

**CONSIDERANT** qu'aux termes de cet article, la loi impose d'intégrer des Infrastructures de Recharge de Véhicules Electriques (« IRVE »),

**CONSIDERANT** l'article 35 du Contrat – Révision du Contrat– qui précise que le contrat peut être modifié par l'une ou l'autre des parties, sous réserve des justificatifs associés, en cas de changement législatif,

**CONSIDERANT** qu'il convient de ce fait d'intégrer deux nouveaux articles au contrat : un article 27.1 « Installation et investissement liés aux Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques » et article 26.3 « Exploitation des IRVE »,

**CONSIDERANT** qu'il convient de ce fait de modifier l'article 9 du contrat « Régime des emplacements publicitaires et commerciaux » via l'intégration de l'activité de recharge des véhicules électriques,

**CONSIDERANT** que le contrat est prolongé de deux (2) mois jusqu'au 30 avril 2030, soit une augmentation de 11,11% de la durée initiale du contrat, tous avenants confondus,

**CONSIDERANT** que l'article 2 du contrat (« durée ») doit être en conséquence modifié,

**CONSIDERANT** que l'augmentation de la durée du contrat entraine une augmentation de la valeur initiale du contrat proportionnelle de 11,66 %, tous avenants confondus,

**CONSIDERANT** que cette prolongation entraine une augmentation de la part de redevance du délégataire versée à l'autorité concédante de 23,91 %,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède et le projet d'avenant n°5 au contrat n°86RL2016.

## **ARTICLE 2**

**DE PROLONGER** par avenant le contrat de deux (2) mois jusqu'au 30 avril 2030, soit une augmentation de 11,11% de la durée initiale du contrat, tous avenants confondus, et une augmentation de la valeur initiale du contrat de 11,66 %, tous avenants confondus,

## **ARTICLE 3**

**D'APPROUVER** l'intégration des articles 27.1 « Installation et investissement liés aux Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques » et 26.3 « Exploitation des IRVE », au contrat.

## **ARTICLE 4**

**D'APPROUVER** la modification des articles 2 et 9 du contrat.

## **ARTICLE 5**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°5 au contrat de concession N° 86RL2016 ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## **ARTICLE 6**

**DE DIRE** que toutes les autres clauses du contrat de concession et de ses précédents avenants demeurent en vigueur en ce qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent avenant.

## **ARTICLE 7**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées sur le Budget principal, opération 702.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

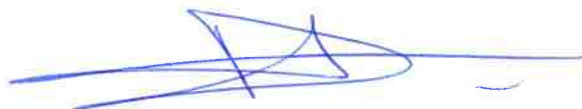
Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



Anaïs DIR

Le secrétaire de séance



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Monsieur Philippe LEROY.



CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC  
PORTANT SUR LES PARKINGS EN OUVRAGE DE LA VILLE DE TOULON  
(Parkings MAYOL, FACULTES, PEIRESC, LAFAYETTE, LIBERTE, PLACE D'ARMES  
,PORTE D' ITALIE, COLIBRI, DELAUNE et GARE ALBERT 1<sup>er</sup>).

**AVENANT N°5**

ENTRE LES SOUSSIGNES

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE,**

Représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Métropolitain du .....

Ci-après dénommée l'« **AUTORITE DELEGANTE** » ou la « **METROPOLE** »

D'UNE PART,

ET

**Q-PARK TOULON**, société par actions simplifiée, au capital social de 4 000 000,00 €, dont le siège social est situé au 1 rue Jacques Henri Lartigue, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 808 575 765

Représentée par Q-PARK BV agissant et ayant les pouvoirs nécessaires en tant que Président.

Elle-même représentée par Madame Michèle SALVADORETTI en sa qualité de Directeur Général.

Ci-après dénommée le « **DELEGATAIRE** » ou « **Q-PARK** »

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées collectivement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».



## PREAMBULE

Par convention de délégation de service public N°86RL2016-en date du 25 novembre 2016, la commune de Toulon a confié à la société Q-PARK FRANCE, laquelle s'est substituée à la société Q-PARK TOULON, l'exploitation, la gestion et la remise en état au travers de travaux les dix (10) parkings en ouvrage situés sur la commune, ci-après dénommé le « **Contrat** ».

Le Contrat a été conclu pour une durée de douze (12) ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, soit jusqu'au 31 décembre 2028.

La transformation de la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée en métropole a eu pour conséquence le transfert à cette dernière de la compétences « Parcs de stationnement payants et en ouvrage » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ce transfert de compétence entraîne une substitution de plein droit de la METROPOLE à la Commune de Toulon dans toutes les délibérations et actes pris par cette dernière au titre de cette compétence, y compris les contrats qu'elle a conclus.

Le Contrat a fait l'objet, depuis, de quatre (4) avenants successifs, déclinés comme suit :

- Par avenant n°1 en date du 20 décembre 2017, les Parties ont fixé les tarifs applicables aux usagers à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- Par avenant n°2 en date du 16 novembre 2018, les Parties ont modifié la portée de l'article 27 relatif au programme des travaux concessifs, ainsi que l'Annexe A2 emportant une prolongation de 10 mois de la durée du Contrat, soit jusqu'au 30 octobre 2029.
- Par avenant n°3 en date du 14 juin 2021, les Parties ont modifié la portée de l'article 27 relatif au programme des travaux concessifs, l'Annexe A2, la constitution des tarifs, l'indexation des tarifs, le montant de la redevance due à l'AUTORITE DELEGANTE emportant une prolongation de 4 mois de la durée du Contrat, soit jusqu'au 28 février 2030.
- Par avenant n°4 en date du 21 octobre 2022, les Parties ont intégré les dispositions de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant les principes de la République et modifié en ce sens les articles 46 « *Responsabilité du Déléataire* », 47 « *Justification des assurances* » du Contrat.

Eu égard au changement de loi induit par l'article 64 VI. de la loi n° 2019-1428 d'orientation des mobilités, (ci-après désignée « **loi LOM** ») sur le déploiement de points de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables sur les parcs de

stationnement de plus de vingt (20) emplacements gérés en délégation de service public, impactant l'économie du Contrat, les Parties se sont rapprochées conformément à l'article R. 3135-1 du Code de la Commande Publique (« **CCP** »), lequel donne la possibilité d'appliquer des modifications au Contrat de concession dès lors que lesdites modifications sont prévues dans le Contrat.

En effet, au titre de l'Article 35 du Contrat – *Révision du Contrat*– il est donné la possibilité à l'une ou l'autre des Parties, sous réserve des justificatifs associés, de réviser le Contrat en cas de changement législatif.

Dans ce cadre, la modification du Contrat, rendue nécessaire par des circonstances que les Parties avaient prévu initialement, remplit les conditions de l'article R 3135-1 du CCP.

Elle n'engendre pas de modification de valeur du Contrat et la modification introduite au titre du présent avenant ne peut être qualifiée de substantielle conformément aux articles R 3135-3 et suivants du CCP.

C'est dans ce contexte que les Parties ont convenu de conclure le présent avenant numéro 5 au Contrat, (ci-après désigné l' « **Avenant** »).

CECI EXPOSE, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIVIT :

## ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- L'intégration au Contrat de la réalisation et du déploiement des Infrastructures de Recharge de Véhicules Electrique (« **IRVE** »), permettant d'atteindre 85% des objectifs rendus obligatoires par application de l'article 64 VI. de la loi LOM, réparties suivant l'**ANNEXE 1** - « Répartition des emplacements IRVE et programmation des Phases 1 et 2 » jointe aux présentes, eu égard aux contraintes techniques et /ou financières ;
- L'intégration de nouveaux articles au Contrat :
  - ARTICLE 27.1 « *Installation et investissement liés aux Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques* » ;
  - ARTICLE 6.3 « *Exploitation des IRVE* ».
- La modification de l'article 9 « *Régime des emplacements publicitaires et commerciaux* » via l'intégration de l'activité de recharge des véhicules électriques ;
- La modification de l'article 2 « *Durée* » emportant prolongation de deux (2) mois du Contrat, soit jusqu'au 30 avril 2030.
- La modification de l'article 60 « *Date d'entrée en vigueur* » du Contrat intégrant les modifications du présent avenant.

## ARTICLE 2. CREATION DE L'ARTICLE 27.1.

Il est créé l'article 27.1. au Contrat ci-après :

« ARTICLE 27.1 : Installation et investissement liés aux Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques »

Au regard des contraintes techniques et/ou financières justifiées par le DELEGATAIRE, les Parties conviennent d'atteindre partiellement les objectifs de l'article 64 VI. de la loi LOM (85%), soit un total de 264 IRVE sur les 312 fixées par la loi et ce, réparties sur l'ensemble des dix (10) parkings en ouvrage.

Le déploiement prévisionnel des 264 IRVE se décline suivant deux (2) phases, ci-après désignées respectivement « **Phase 1** » et « **Phase 2** », conformément à l'**ANNEXE 1** – « Répartition des emplacements IRVE et programmation des Phases 1 et 2 » jointe aux présentes :

❖ **Pour la Phase 1**, le DELEGATAIRE installera **111** IRVE.

Les IRVE seront réalisées conformément aux dispositions légales et réglementaires existantes dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public et du guide pratique relatif à la sécurité incendie dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public dans sa version 2 de janvier 2018 émanant du Ministère de l'intérieur.

Les Parties ont évalué à hauteur de **1 006 283,82 € HT** ( un million six mille deux cent quatre-vingt-trois euros et quatre-vingt-deux centimes euros hors taxe) le montant des investissements nécessaires pour assurer le déploiement de la Phase 1.

Cet investissement comprend l'achat du matériel, la préparation des lieux nécessaires à l'implantation du matériel conformément à la réglementation applicable, la pose du matériel et la mise en service des équipements.

Il est convenu entre les Parties que l'investissement visé, non prévu initialement dans le périmètre du Contrat, sera pris en charge en totalité par le DELEGATAIRE. Cet investissement ne sera pas comptabilisé dans les GER initiaux.

Cet investissement, non prévu initialement dans le périmètre du Contrat, sera amorti sur la durée restante du Contrat de délégation de service publique et constituera un bien de retour.

En conséquence, et afin d'accompagner la prise en charge de l'investissement visé par le DELEGATAIRE, l'AUTORITE DELEGANTE convient de prolonger la durée du Contrat de deux (2) mois ; emportant la modification de l'article 2 « Durée » du Contrat.

Le CEP actualisé est disponible en annexe 2 du Contrat – « CEP actualisé » (**ANNEXE 4**, jointe aux présentes).

- ❖ **Pour la Phase 2**, les Parties conviennent de se rencontrer douze (12) mois après la mise en service des IRVE issues de la Phase 1 afin d'étudier les modalités de financement de la Phase 2, soit **131** IRVE sur huit (8) parcs de stationnement.

La Phase 2 se déclenchera parc par parc dès lors que sera atteint un taux d'utilisation d'une (1) recharge par jour et par IRVE dans le parc concerné pendant trois (3) mois consécutifs sur les IRVE installées dans le cadre de la Phase 1.

Dans cette hypothèse, les Parties conviennent de fixer les modalités de financement de la Phase 2 par voie d'avenant au Contrat.

Faute d'atteindre ces seuils par parc, les Parties conviennent de ne pas déployer la Phase 2 sur les parcs concernés ».

### **ARTICLE 3. CREATION DE L'ARTICLE 6.3.**

Il est créé l'article 6.3 ci-après :

« ARTICLE 6.3 : Exploitation des IRVE

L'exploitation des IRVE sera confiée à la société Q-PARK FRANCE RECHARGE, société du groupe Q-PARK, qui percevra les recettes et supportera l'intégralité des charges associées.

Seul le résultat positif de l'exploitation de Q-PARK FRANCE RECHARGE du service IRVE sera intégré au chiffre d'affaires du service public délégué et ainsi intégré dans l'assiette du calcul de la redevance fixée à l'article 37 « Redevances dues à la Collectivité » du Contrat .

A titre indicatif, les tarifs applicables en 2024 sont :

- 1,20 € TTC la connexion ;
- 0,55 € TTC par KWH.

Les tarifs susvisés, qui évolueront en fonction notamment du prix d'achat de l'électricité et des coûts d'exploitation, seront sujets à révision annuelle. Ces évolutions seront communiquées à l'AUTORITE DELEGANTE ainsi qu'aux usagers du service au moins trente (30) jours avant leur entrée en vigueur ».

#### **ARTICLE 4. MODIFICATION DE L'ARTICLE 9 « REGIME DES EMBLEMES PUBLICITAIRES ET COMMERCIAUX » DU CONTRAT**

L'article 9 du Contrat est complété par la rédaction suivante :

« (...) Il est d'ores-et-déjà convenu qu'un service de recharge pour véhicules électriques est une activité accessoire autorisée dans les conditions définies à l'article 6.3. du contrat.

Le DELEGATAIRE rend compte, dans le rapport annuel prévu à l'article 37 du contrat, des données d'activité et des données financières des activités accessoires.

Les résultats financiers des activités accessoires ne peuvent en aucun cas impacter de manière négative les conditions financières d'exécution du service public délégué.

Le cas échéant, l'échéance des conventions conclues avec des tiers pour l'exploitation des activités accessoires pourra excéder celle de la Convention de délégation de service public, moyennant l'accord préalable exprès de l'AUTORITE DELEGANTE ».

#### **ARTICLE 5. MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 « DUREE » DU CONTRAT**

L'article 2 du Contrat « Durée » est modifié et remplacé par la rédaction suivante :

##### **« ARTICLE 2. Durée »**

*Le contrat entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les formalités de transmission au contrôle de légalité et de notification effectuées. Il prendra fin le **30 avril 2030** »*

#### **ARTICLE 6. MODIFICATION DE L'ARTICLE 60 « PRISE D'EFFET » DU CONTRAT**

L'article 60 « Date de Prise d'effet » du Contrat est modifié comme suit :

*« Le Contrat De Délégation de Service Public portant sur les Parkings en ouvrage de la Ville De Toulon signé le 26 novembre 2016 a pris effet le 1<sup>er</sup> Janvier 2017*

*L'avenant n° 1 portant sur la tarification applicable au service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 signé le 20 décembre 2017 a pris effet le 1<sup>er</sup> Janvier 2018*

*L'avenant n° 2 portant sur la modification du programme de travaux concessifs, la modification la durée des travaux, le montant des travaux complémentaires, la modification de la durée de la convention et la gestion des abonnements longue durée signé le 16 novembre 2018 a pris effet le 16 novembre 2018.*

*L'avenant n° 3 portant sur la modification des articles 2, 3, 27, 33, 34 et 37 du présent contrat et création de l'article 60 a pris effet au 14 juin 2021.*

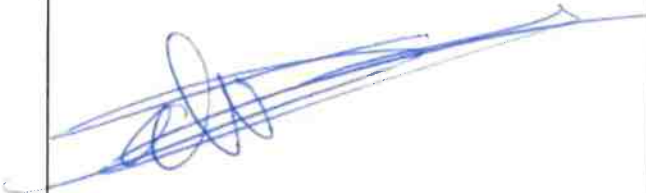
*L'avenant 4 portant sur la modification des articles 16, 46, 47, 49 et 60 à pris effet au 21 octobre 2022.*

*L'avenant 5 portant sur la création des articles 6.3 et 27.1 ainsi que la modification des articles 2, 9 et 60 prend effet à sa date de notification ».*

#### **ARTICLE 7. CLAUSES GENERALES**

Toutes les clauses et conditions générales du contrat de concession non modifiées demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

En deux (2) exemplaires originaux

<p>A <i>Toulon, Rouliécamp</i>  Le <i>02 octobre 2021</i></p> <p>Pour la Société Q-PARK  Le Directeur Général  <b>Michèle SALVADORETTI</b></p> 	<p>A Toulon,  Le .....</p> <p>Pour la Métropole  Toulon Provence Méditerranée  Le Président  <b>Jean-Pierre GIRAN</b></p>
--	---

ANNEXES :

- ANNEXE 1 – Répartition des emplacements IRVE et programmation des Phases 1 et 2
- ANNEXE 2 - Plan d'implantation prévisionnel des IRVE de l'ensemble des parcs ;
- ANNEXE 3 - Compte d'exploitation prévisionnel du service IRVE pour la Phase 1 ;
- ANNEXE 4 – *Annule et remplace* – ANNEXE 2 CEP actualisée.



TOULON IRVE												
	Capacité ERP	Conformité LOM en nb de points de charge	Ecart Conformité LOM en nb de points de charge	Points de charge en service au 01/01/2024	Points de charge à déployer Phase 1 et phase 2	Bornes déployées en phase 1	Mise en service prévisionnelle de la phase 1	Bornes déployées en phase 2	Nbre Total final	Nbre à financer	Montant Phase 1	Montant Phase 2
Parosc	536	27	0	2	25	9	T2 2024	16	27	25	91 205,88 €	146 741,81 €
Facultés	940	47	1	2	46	10	T2 2024	36	48	46	106 140,28 €	336 640,78 €
Lafayette	469	20	2	2	20	10	T3 2024	10	22	20	82 429,26 €	72 461,07 €
Delaune	466	23	-13	2	8	8	T3 2024	0	10	8	67 930,60 €	0,00 €
Colibri	425	21	2	2	21	8	T4 2024	13	23	21	85 284,96 €	99 873,59 €
Porte d'Italie	572	29	-10	2	17	9	T1 2025	8	19	17	68 684,60 €	60 732,91 €
Place d'Armes	650	33	-14	2	17	11	T1 2025	6	19	17	98 113,32 €	55 361,57 €
Gare	314	16	-6	2	8	8	T1 2025	0	10	8	83 366,83 €	0,00 €
Liberté	658	33	-13	2	18	10	T2 2025	8	20	18	89 491,08 €	75 250,86 €
Meyol Stade	1272	64	2	4	62	28	T1 2025	34	66	62	232 934,72 €	270 937,84 €
	6242	312	-48	22	242	111		131	264	242	1 006 283,82 €	1 114 990,14 €
				7,05%	84,59%	42,61%		84,59%				

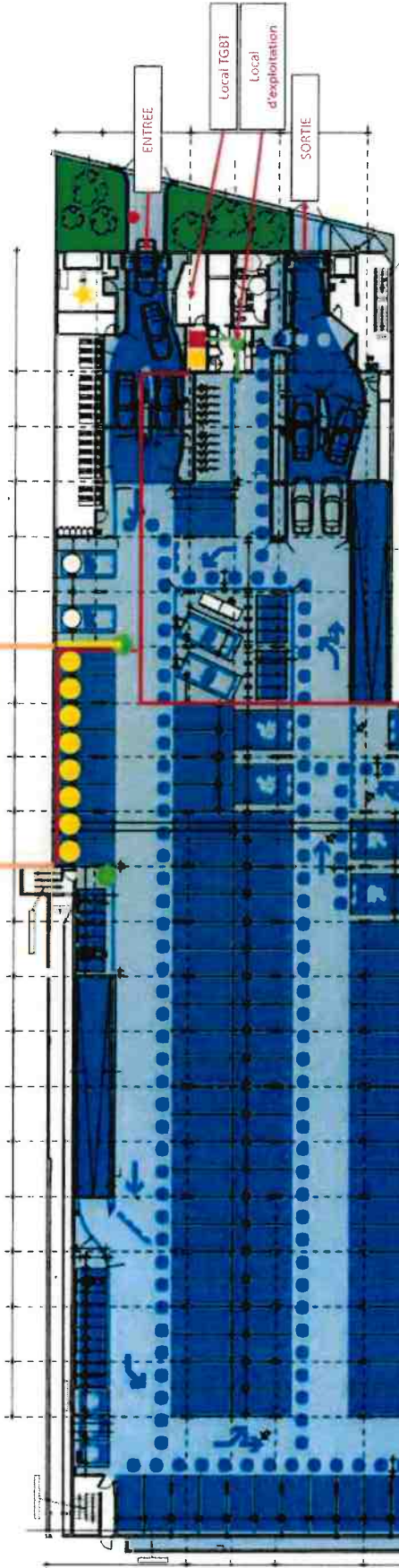
	Points de Charge	Objectif LOM	Montant en € HT
Points de charge en service	01/01/2024	22	7,05%
Points de charge en service Phase 1	01/03/2025	132	42,61%
Points de charge en service Phase 2	A définir en fonction de l'utilisation du service	264	84,59%
			2 121 273,96 €



# PARKING PEIRESC

Phase 1 : 8 bornes + 1 PMR

8 places



**Courant fort**

- Extincteurs
- Mur pare flamme 1H
- Borne 22kVA Phase 1
- Borne 22kVA Phase 2
- Coupure d'urgence

**Courant faible**

- Baie informatique
- Liaison CFA
- Borne existante

**Légende**

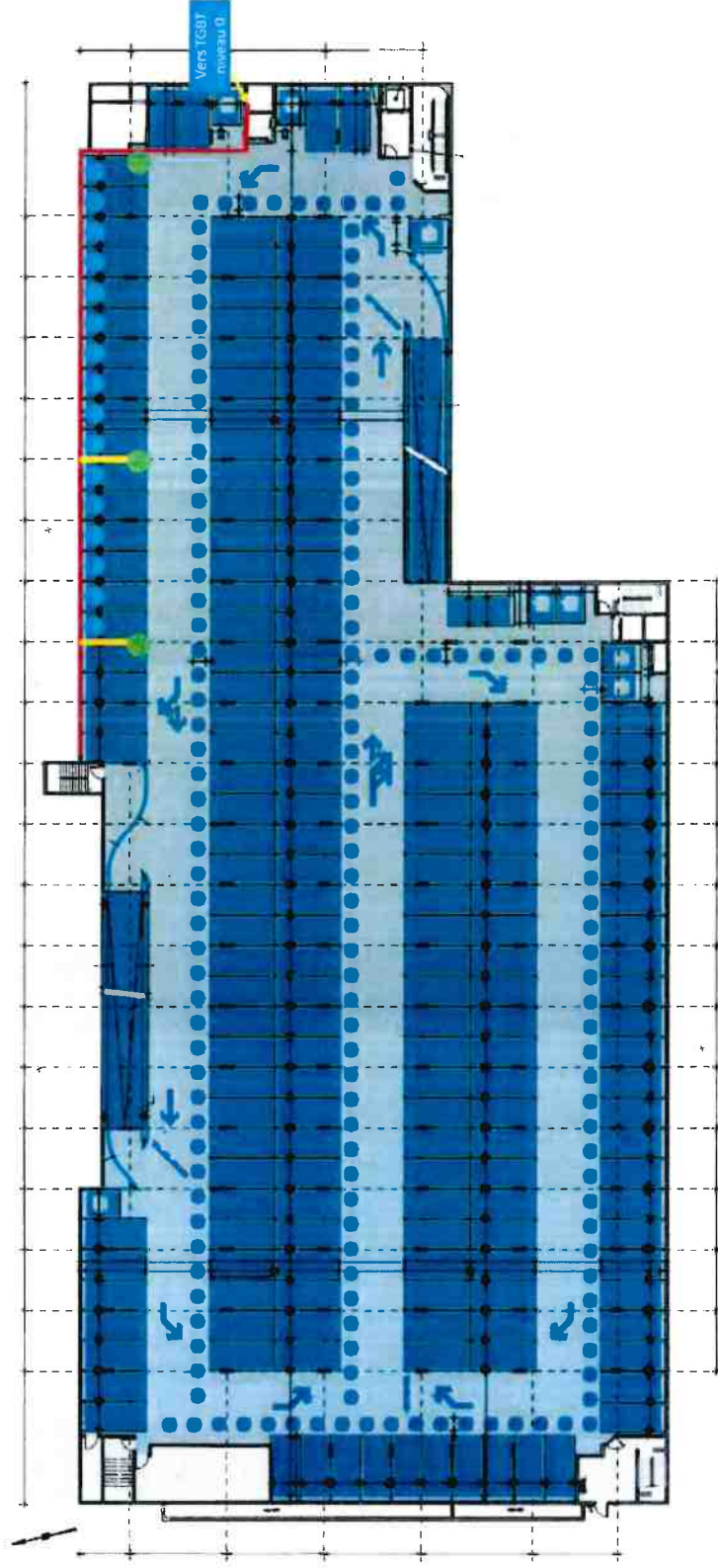
- TGBT
- Armoire de distribution CFA/CFA
- Liaison CFA
- Point de livraison

NIVEAU 0

10/10

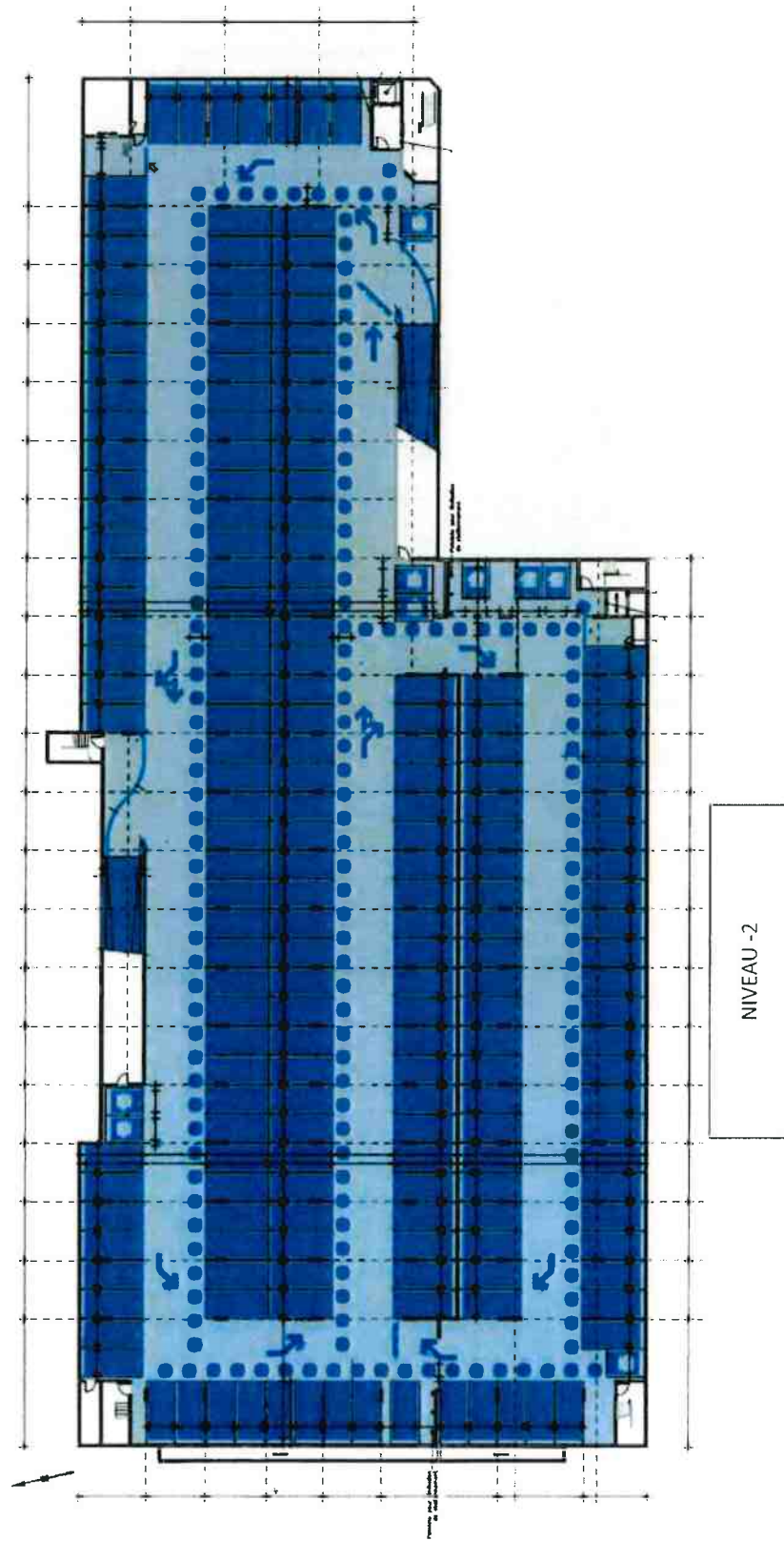
# PARKING PEIRESC

Phase 2 : 16 bornes



NIVEAU -1

PARKING PEIRESC



NIVEAU -2

10



# Toulon Mayol Faculté



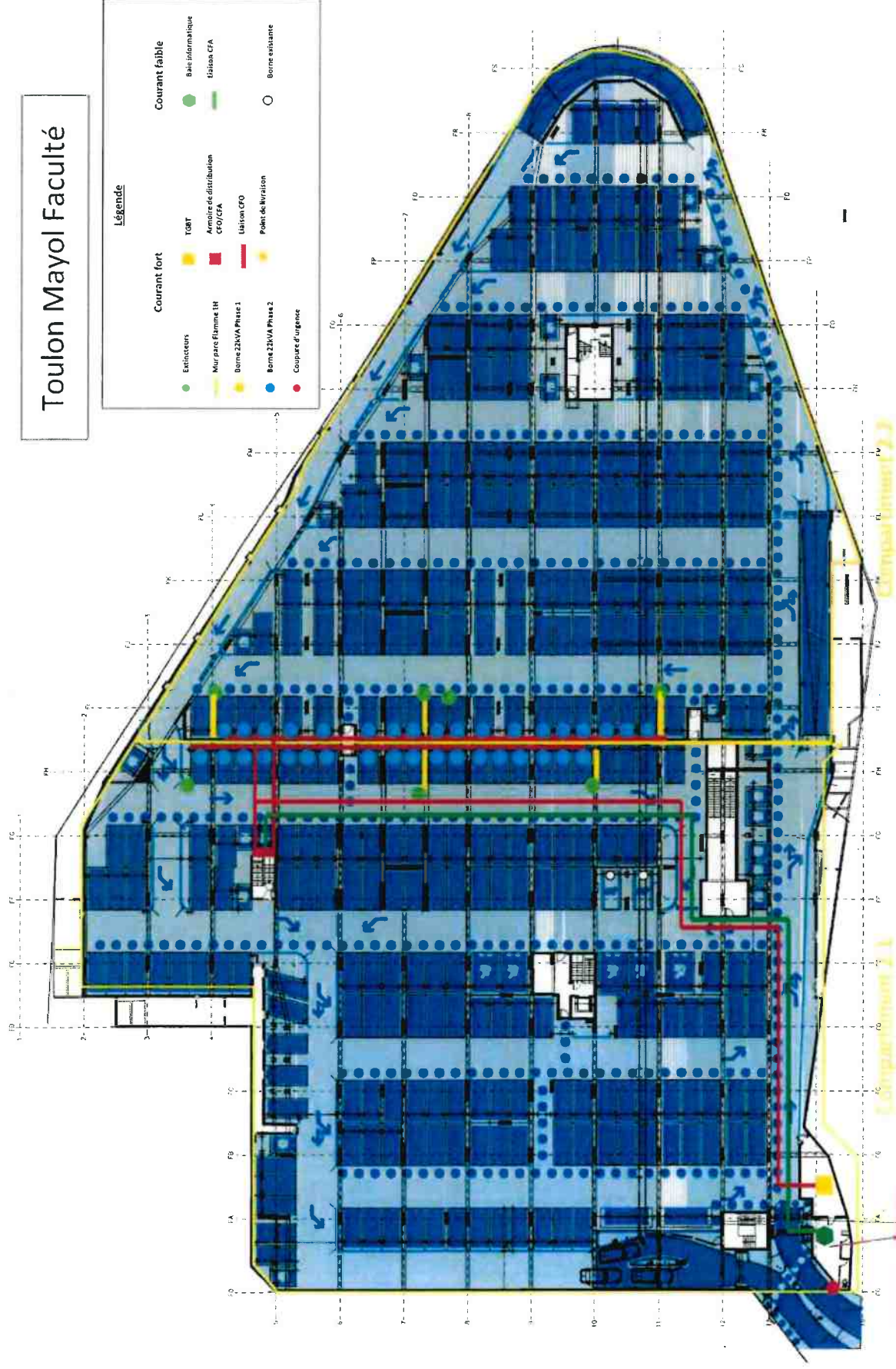
NIVEAU -1

PHASE 1 : Station 10 bornes dont 1 PMR

# Toulon Mayol Faculté

## Légende

Courant fort		Courant faible	
Extincteurs	●	Bâtiment	●
Mur pare flamme IH	■	Utilisation CFA	■
Borne 22kVA Phase 1	●	Utilisation CFA	■
Borne 22kVA Phase 2	●	Utilisation CFA	■
Coupeur d'urgence	●	Utilisation CFA	■
TDRT	■	Utilisation CFA	■
Armature de distribution CPO/CFA	■	Utilisation CFA	■
Liaison CPO	■	Utilisation CFA	■
Point de livraison	○	Utilisation CFA	■
		Borne existante	○



Local d'exploitation

PHASE 2

Compartiment 2.1 (18 bornes) :

Station 10 bornes

Station 8 bornes

NIVEAU -2

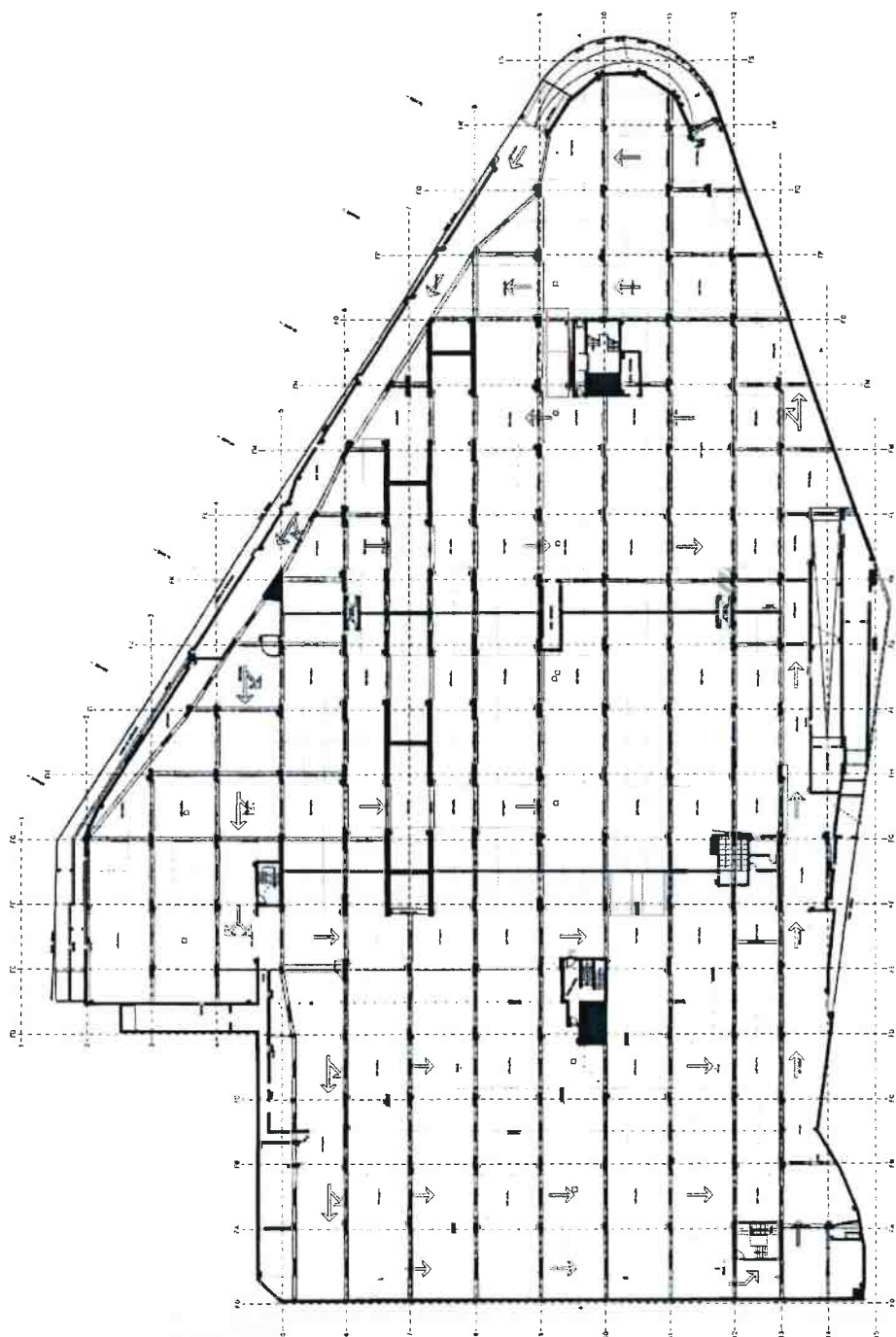
PHASE 2

Compartiment 2.2 (18 bornes) :

Station 8 bornes

Station 10 bornes



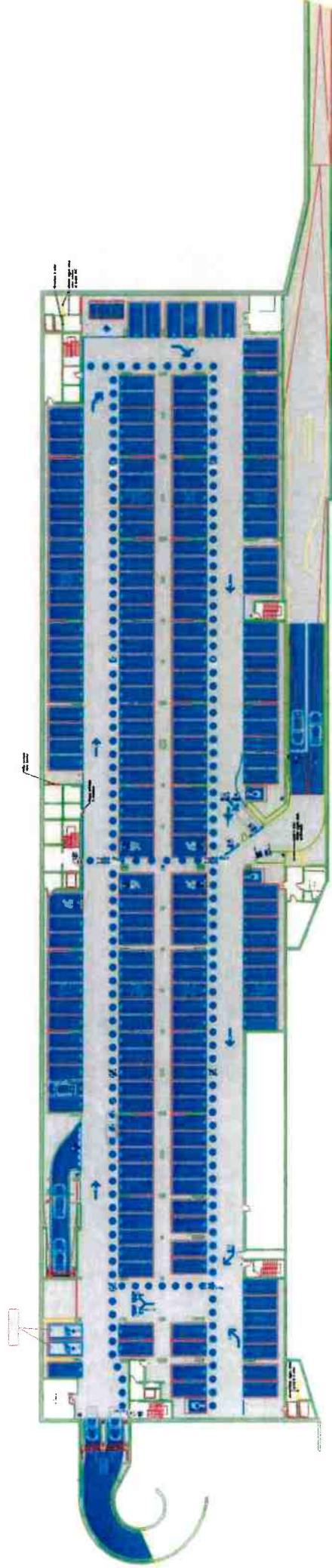
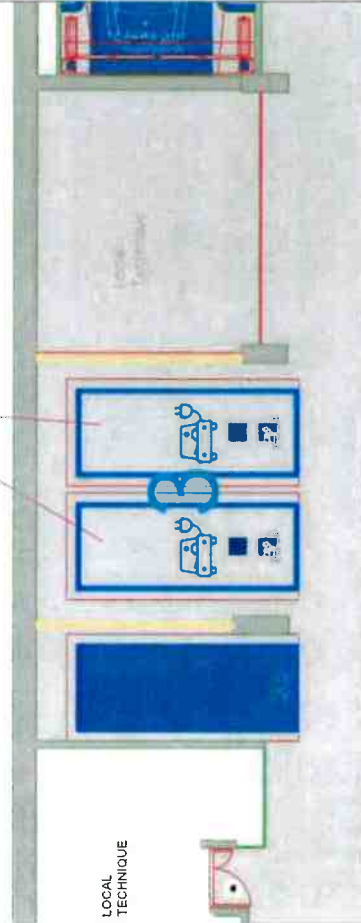


Bornes IRVE  
Existante

## PARKING LAFAYETTE

2 IRVE AU NIV -1

LOCAL  
TECHNIQUE



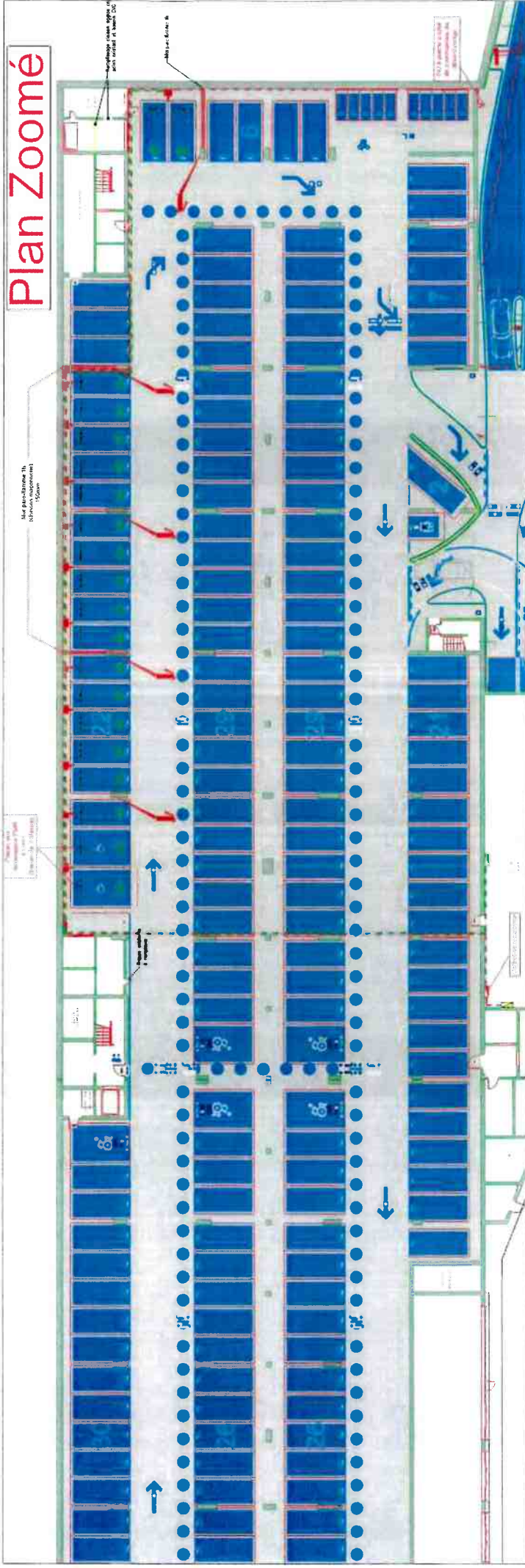
NIVEAU -1

83013 Toulon - Lafayette	
Dessiné : TSG	R-1
Revisé : A- Creation du plan	
Projet : 1201000000	
Client : Mairie de Toulon	

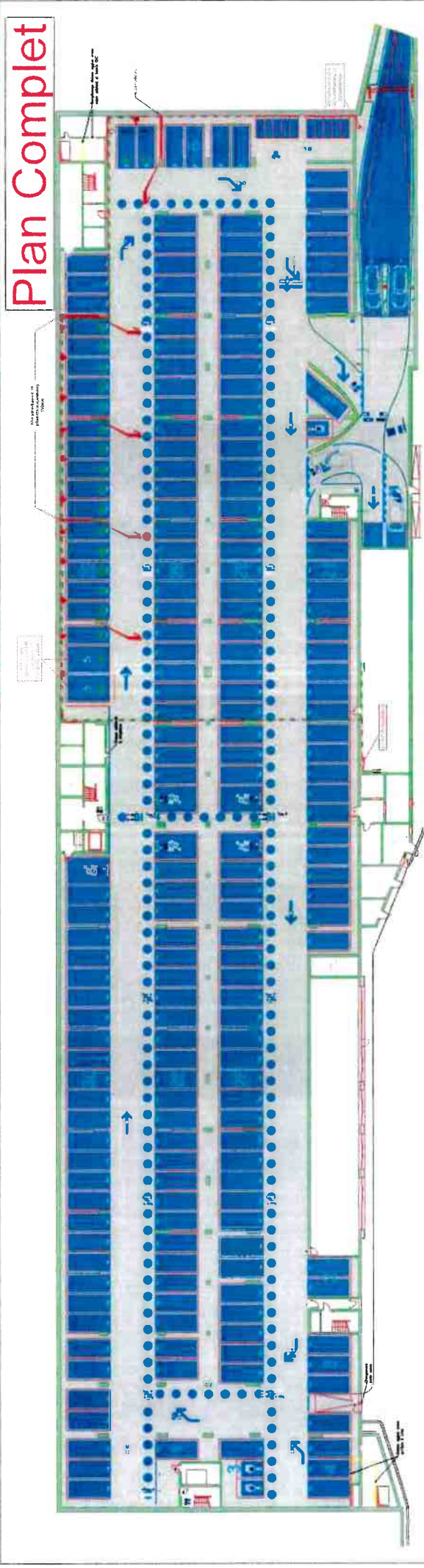




## Plan Zoomé



# Plan Complet



20 IRVE AU NIV -2  
10 PHASE 1  
10 PHASE 2

## NIVEAU -2

83013 Toulon - Lafayette

R-2

Dessine: A. ALBERTO

Revision H-Maj

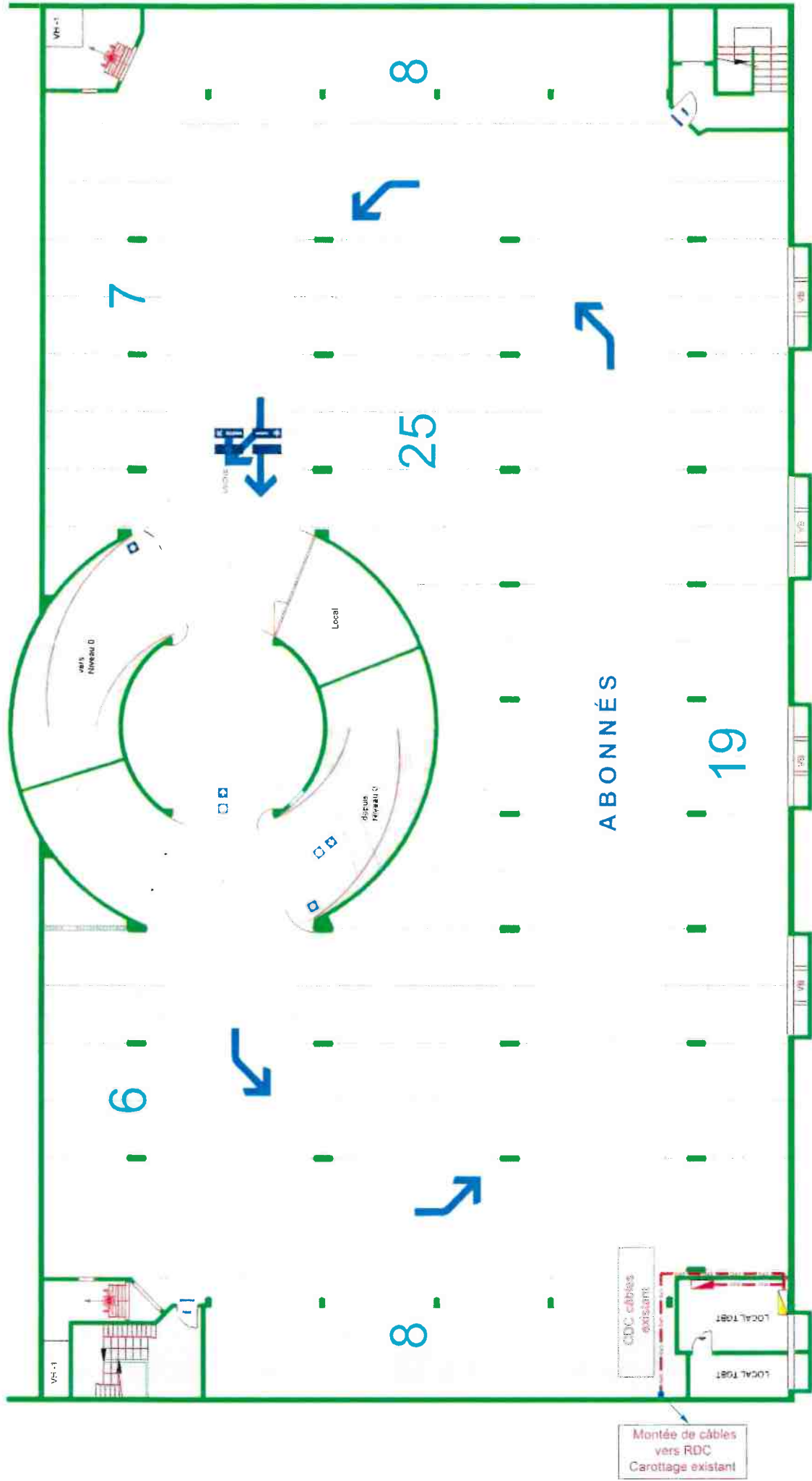




# NIVEAU -1

Phase 1 = 8 places  
Total parc 10 IRVE  
Phase 2 = 0





83009 Toulon - Colibri la Rode

R-1

Dessiné : A. ALBERTO

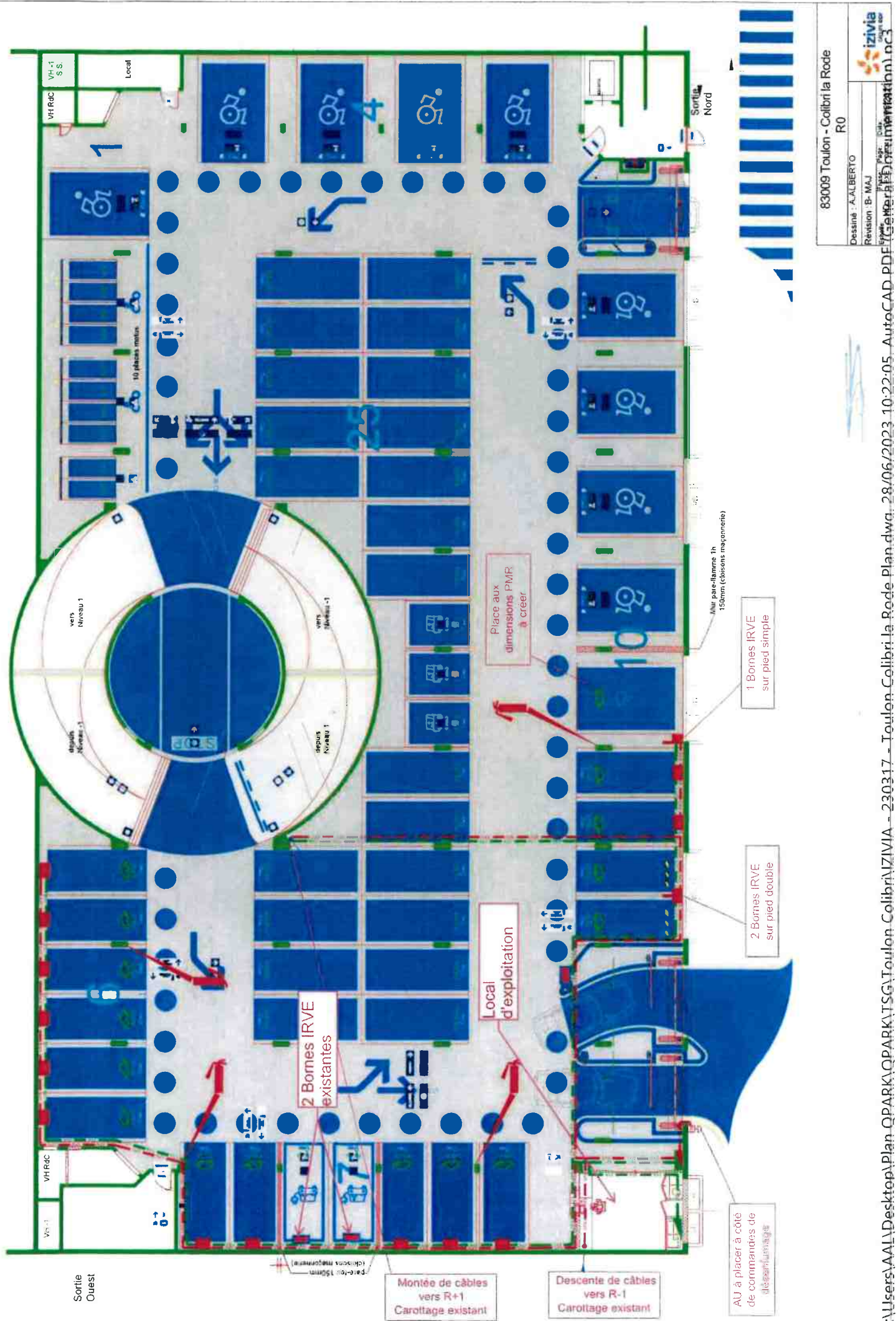
Revisé : B. MAJ

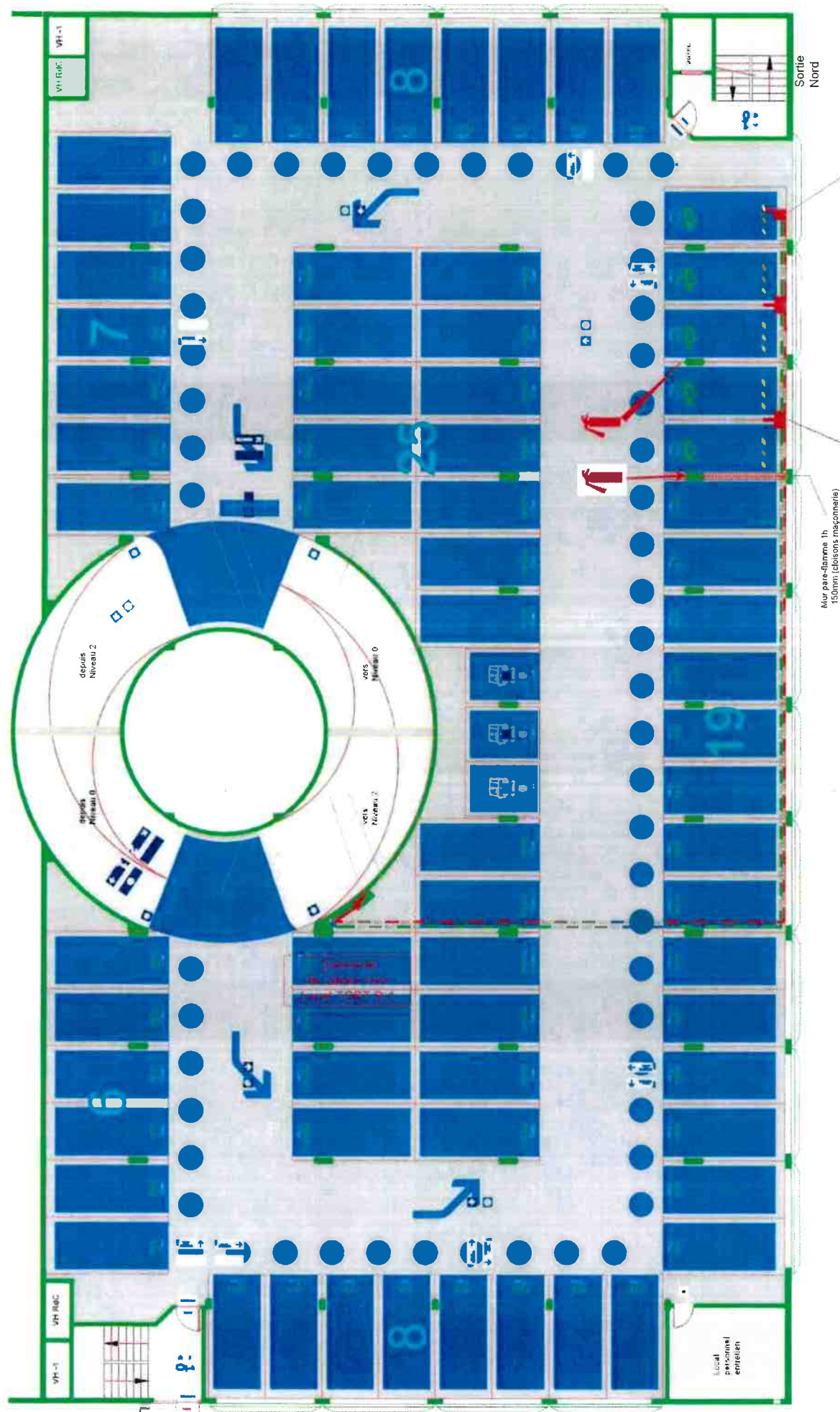
Date :

Projet :









1 Borne IRVE  
sur pied simple

2 Bornes IRVE  
sur pied double

MUR pare-flamme 1h  
150mm (cloisons maçonnerie)

Sortie  
Ouest

Local  
personnel  
entretien

Sortie  
Nord



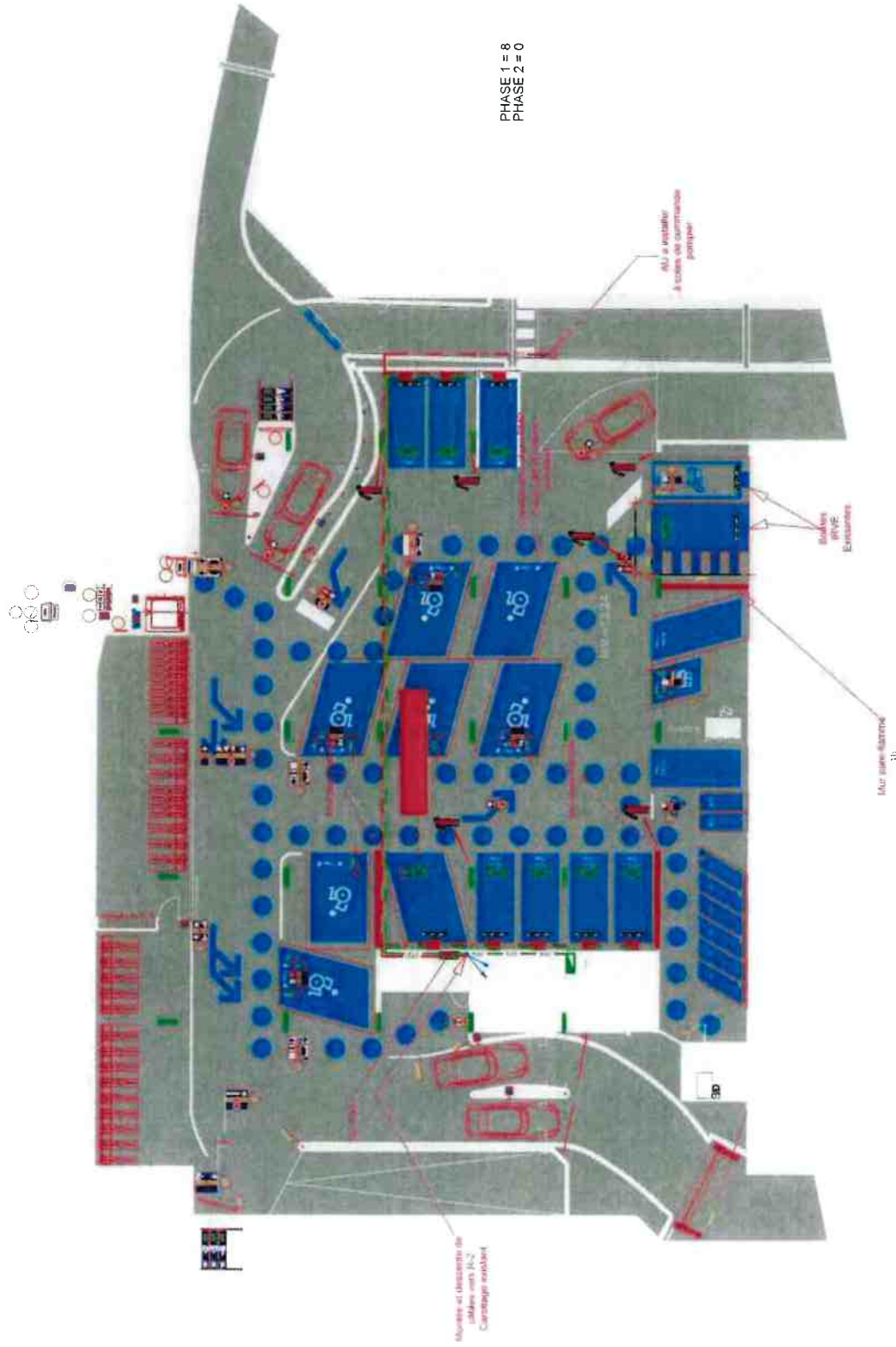


PHASE 1 = 11  
PHASE 2 = 6





# NIVEAU -1



83006 Toulon - La Gare

R-1

Dessiné S. GUELLE

Révision E- Modif places IRVE

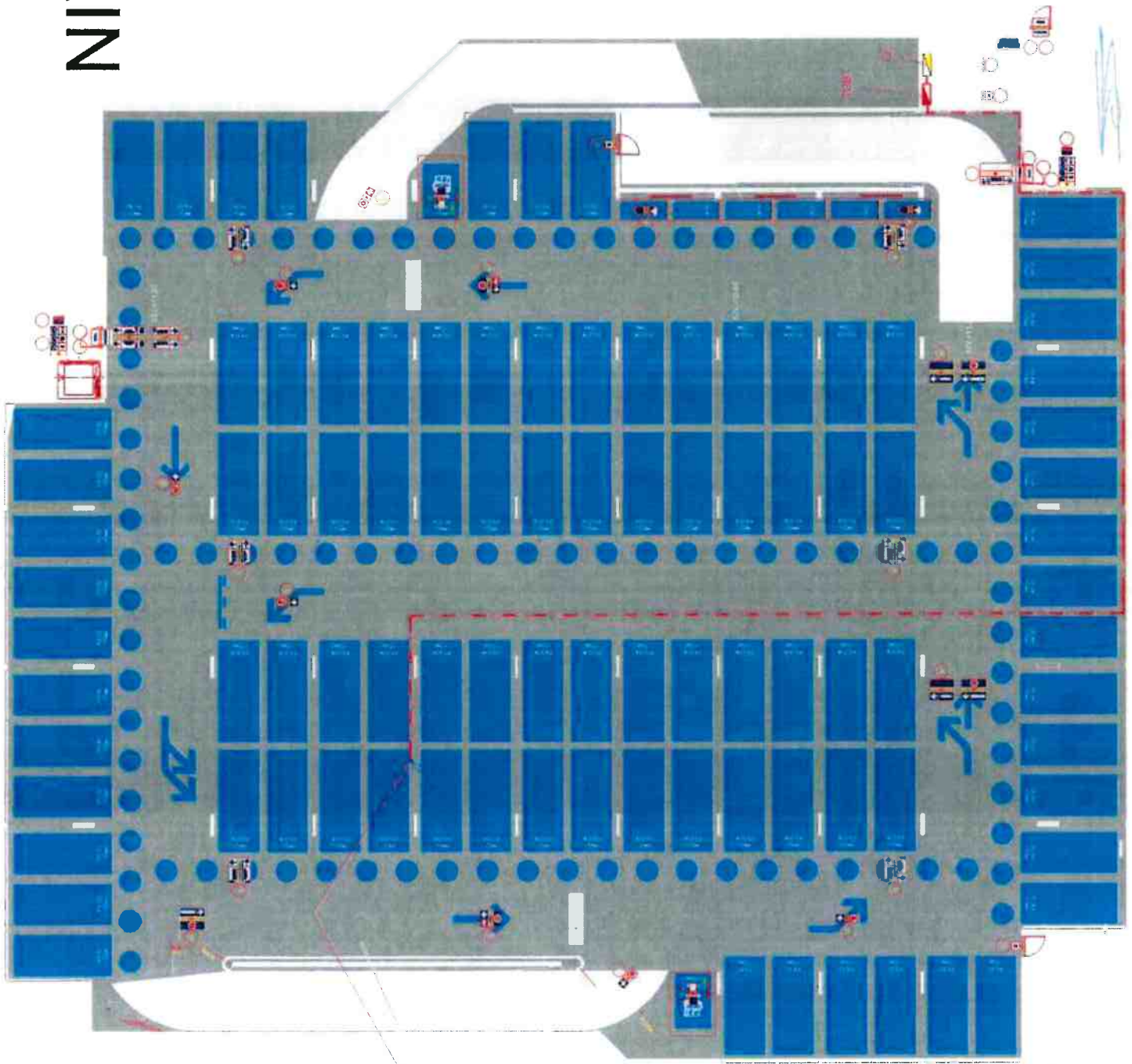
Phase 1 2023

Date 20/02/2024



edre.eu

# NIVEAU -2



Montée et descente de câbles vers R-2  
Carotage existant

83006 Toulon - La Gare	
R-2	
Dessiné : A.ALBERTO	
Révision : A - Création	Date: 06/03/2023
Echelle: ND	Page: 0503
EXE	



# NIVEAU -1

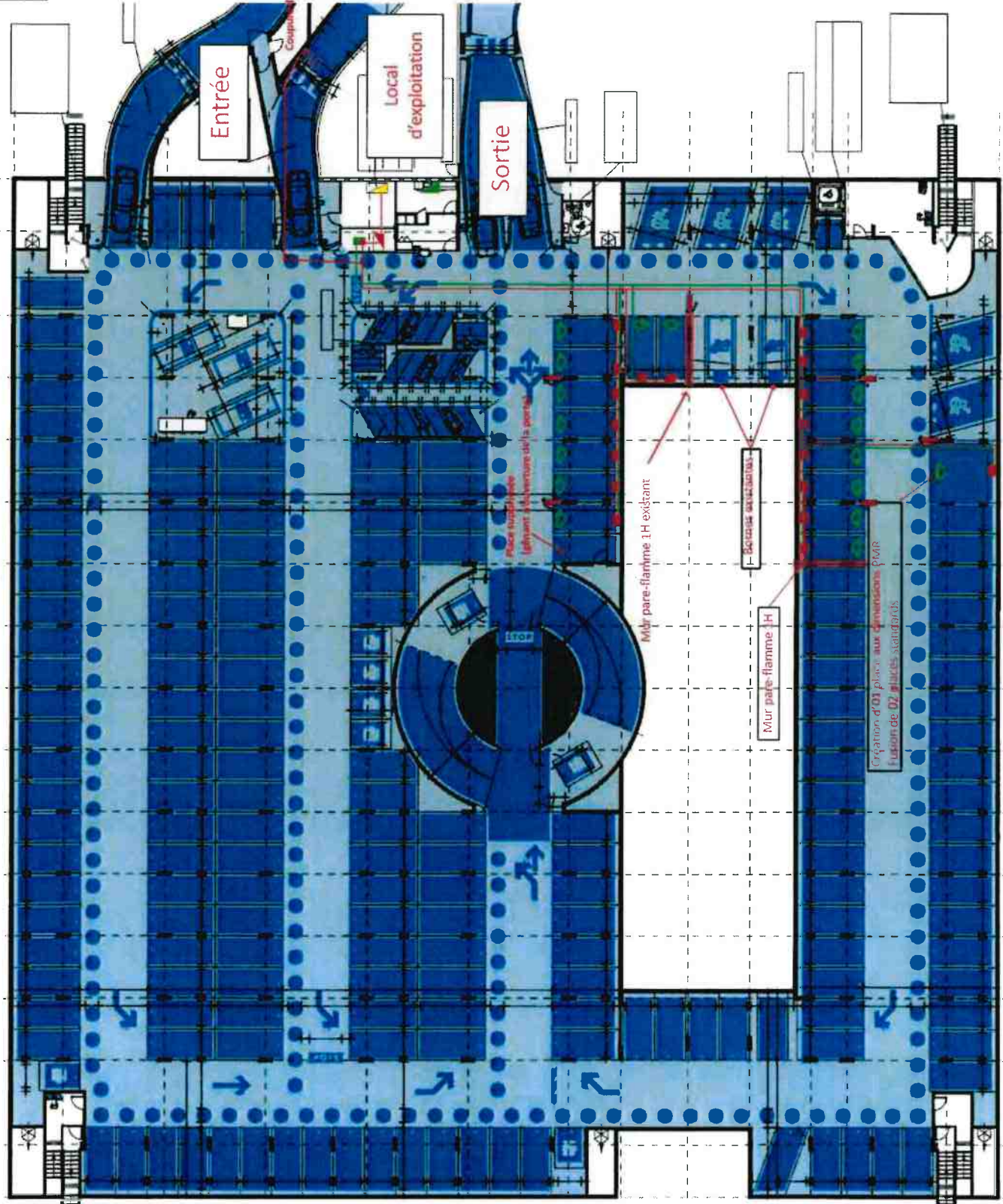
PARKING LIBERTE

PHASE 1 = 10  
PHASE 2 = 8

ECHELLE

10m

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17



A-1 B-1 C D E F G H I J K L M



# NIVEAU 1

PHASE 1 = 28  
PHASE 2 = 34



83011 Toulon - Mayol Centre  
R+1

Dessiné : S GUELLE	Page :	Date :
Révision : D - Phasage	Page :	Date :
Echelle : ND	Page :	Date :
EXE	EXE	27/06/2024



**TOULON DSP CEP IRVE PHASE 1**

Nb de sessions par CP/jour	0,5	0,3	0,4	0,6	0,8	1	1,1
KWH par session / CP	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7
Part fixe	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Part variable / kwh	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46	0,46
Prix du KWH	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23

Années	2024				2025				2026				2027				2028				2029				2030			
	Nb de mois				Nb de mois				Nb de mois				Nb de mois				Nb de mois				Nb de mois				Nb de mois			
Nombre de CP installées					22	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133

Recettes Horaires	886	531	709	1 063	1 417	1 771	649
Recettes Abonnés	19 484	70 673	94 231	141 346	188 461	235 576	86 378

<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>19 484</b>	<b>70 673</b>	<b>94 231</b>	<b>141 346</b>	<b>188 461</b>	<b>235 576</b>	<b>86 378</b>	<b>836 148</b>
---------------------------------	---------------	---------------	---------------	----------------	----------------	----------------	---------------	----------------

Maintenance préventive annuelle - Pack Open	7,5	-	1 980	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-	11 970	-
Hot Line CPO - Smart charging+gsm	5,2	-	1 373	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-	8 299	-
Electricité		-	8 121	-	29 458	-	39 278	-	58 916	-	78 555	-	98 194	-	117 779	-	138 418	-	159 057	-	179 706	-	199 355	-	219 004	-	238 653	-
Commission CPO	5,0%	-	974	-	3 534	-	4 712	-	5 890	-	7 067	-	8 245	-	9 423	-	10 601	-	11 779	-	12 957	-	14 135	-	15 313	-	16 491	-
Entretien curatif annuel	220	-	968	-	5 852	-	7 538	-	9 224	-	10 910	-	12 596	-	14 282	-	15 968	-	17 654	-	19 340	-	21 026	-	22 712	-	24 398	-
QP Recharge MDA	8,0%	-	1 559	-	5 654	-	7 538	-	9 423	-	11 308	-	13 193	-	15 077	-	16 962	-	18 846	-	20 731	-	22 616	-	24 501	-	26 386	-

<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14 975</b>	<b>-</b>	<b>64 767</b>	<b>-</b>	<b>77 649</b>	<b>-</b>	<b>103 412</b>	<b>-</b>	<b>129 176</b>	<b>-</b>	<b>154 940</b>	<b>-</b>	<b>180 704</b>	<b>-</b>	<b>206 468</b>	<b>-</b>	<b>232 232</b>	<b>-</b>	<b>257 996</b>	<b>-</b>	<b>283 760</b>	<b>-</b>	<b>309 524</b>	<b>-</b>	<b>335 288</b>	<b>-</b>
----------------------	----------	----------	---------------	----------	---------------	----------	---------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------

<b>Résultat du service</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 509</b>	<b>-</b>	<b>5 906</b>	<b>-</b>	<b>16 582</b>	<b>-</b>	<b>37 933</b>	<b>-</b>	<b>59 285</b>	<b>-</b>	<b>80 636</b>	<b>-</b>	<b>101 986</b>	<b>-</b>	<b>123 337</b>	<b>-</b>	<b>144 688</b>	<b>-</b>	<b>166 039</b>	<b>-</b>	<b>187 390</b>	<b>-</b>	<b>208 741</b>	<b>-</b>	<b>230 092</b>	<b>-</b>
----------------------------	----------	----------	--------------	----------	--------------	----------	---------------	----------	---------------	----------	---------------	----------	---------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------	----------------	----------



[illegible]



Direction Générale concernée :  
Direction Générale Aménagement, Ports, Mobilités et énergies  
Direction :  
Service Stationnement  
Affaire suivie par :  
Fabrice Lherbet

## **RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION**

**Procédure n°86RL2016**

**Objet : CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR LES  
PARKINGS EN OUVRAGE DE LA VILLE DE TOULON**

### **1- DESCRIPTIF DU CONTRAT**

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b> <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b> <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>				
<b>Titulaire</b>	Q-PARK				
<b>Date de notification</b>	25 novembre 2016				
<b>Durée du contrat</b>	12 ans				
<b>Date de début du contrat</b>	1 <sup>er</sup> janvier 2017				
<b>Date de fin du contrat</b>	28 février 2030 (31 décembre 2028 initial)				
<b>Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>		<b>Contrat Initial</b>	<b>Projection cumulée Avenants (1)+2+3+(4)+5</b>	<b>écarts</b>	<b>En%</b>
	CA Prévisionnel	126 056 484,00 €	140 753 823,00 €	14 697 339,00 €	11,66%
	Redevances à la Collectivité	31 165 075,00 €	38 616 540,00 €	7 451 465,00 €	23,91%
	Charges d'exploitation	118 949 293,00 €	132 217 586,00 €	13 268 293,00 €	11,15%
<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	Intégration des impacts de la loi « LOM » sur le déploiement des points de recharge pour véhicules				
<b>Si avenant antérieur,</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Par avenant n°1 en date du 20 décembre 2017, les Parties ont fixé les tarifs applicables aux usagers à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.</li> </ul>				

<p><b>préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par avenant n°2 en date du 16 novembre 2018, les Parties ont modifié la portée de l'article 27 relatif au programme des travaux concessifs, ainsi que l'Annexe A2 emportant une prolongation de 10 mois de la durée du Contrat, soit jusqu'au 30 octobre 2029.</li> <li>• Par avenant n°3 en date du 14 juin 2021, les Parties ont modifié la portée de l'article 27 relatif au programme des travaux concessifs, l'Annexe A2, la constitution des tarifs, l'indexation des tarifs, le montant de la redevance due à l'AUTORITE DELEGANTE emportant une prolongation de 4 mois de la durée du Contrat, soit jusqu'au 28 février 2030.</li> <li>• Par avenant n°4 en date du 21 octobre 2022, les Parties ont intégré les dispositions de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant les principes de la République et modifié en ce sens les articles 46 « <i>Responsabilité du Déléataire</i> », 47 « <i>Justification des assurances</i> » du Contrat.</li> </ul>
<p><b>Observations</b></p>	



## 2- Fait(s) générateur(s)

Eu égard au changement de loi induit par l'article 64 VI. de la loi n° 2019-1428 d'orientation des mobilités, (ci-après désignée « loi LOM ») sur le déploiement de points de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables sur les parcs de stationnement de plus de vingt (20) emplacements gérés en délégation de service public, impactant l'économie du Contrat, les Parties se sont rapprochées conformément à l'article R. 3135-1 du Code de la Commande Publique (« CCP »), lequel donne la possibilité d'appliquer des modifications au Contrat de concession dès lors que lesdites modifications sont prévues dans le Contrat.

En effet, au titre de l'Article 35 du Contrat – Révision du Contrat– il est donné la possibilité à l'une ou l'autre des Parties, sous réserve des justificatifs associés, de réviser le Contrat en cas de changement législatif. Dans ce cadre, la modification du Contrat, rendue nécessaire par des circonstances que les Parties avaient prévues initialement, remplit les conditions de l'article R 3135-1 du CCP.

Elle n'engendre pas de modification de valeur du Contrat et la modification introduite au titre du présent avenant ne peut être qualifiée de substantielle conformément aux articles R 3135-3 et suivants du CCP.

C'est dans ce contexte que les Parties ont convenu de conclure le présent avenant numéro 5 au Contrat

### ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet :

- L'intégration au Contrat de la réalisation et du déploiement des Infrastructures de Recharge de Véhicules Electrique (« IRVE »), permettant d'atteindre 85% des objectifs rendus obligatoires par application de l'article 64 VI. de la loi LOM, réparties suivant l'**ANNEXE 1 - « Répartition des emplacements IRVE et programmation des Phases 1 et 2 »** jointe aux présentes, eu égard aux contraintes techniques et /ou financières ;
- L'intégration de *nouveaux* articles au Contrat :
  - ARTICLE 27.1 « *Installation et investissement liés aux Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques* » ;
  - ARTICLE 6.3 « *Exploitation des IRVE* ».
- La modification de l'article 9 « *Régime des emplacements publicitaires et commerciaux* » via l'intégration de l'activité de recharge des véhicules électriques ;
- La modification de l'article 2 « *Durée* » emportant prolongation de deux (2) mois du Contrat, soit jusqu'au 30 avril 2030.

### ARTICLE 2. CREATION DE L'ARTICLE 27.1.

Il est créé l'article 27.1. au Contrat ci-après :

« ARTICLE 271 : Installation et investissement liés aux Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques »

*Au regard des contraintes techniques et/ou financières justifiées par le DELEGATAIRE, les Parties conviennent d'atteindre partiellement les objectifs de l'article 64 VI. de la loi LOM (85%), soit un total de 264 IRVE sur les 312 fixées par la loi et ce, réparties sur l'ensemble des dix (10) parkings en ouvrage.*

*Le déploiement prévisionnel des 264 IRVE se décline suivant deux (2) phases, ci-après désignées respectivement « **Phase 1** » et « **Phase 2** », conformément à l'**ANNEXE 1 – « Répartition des emplacements IRVE et programmation des Phases 1 et 2 »** jointe aux présentes :*

❖ **Pour la Phase 1**, le DELEGATAIRE installera 111 IRVE.



*Les IRVE seront réalisées conformément aux dispositions légales et réglementaires existantes dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public et du guide pratique relatif à la sécurité incendie dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public dans sa version 2 de janvier 2018 émanant du Ministère de l'intérieur.*

*Les Parties ont évalué à hauteur de **1 006 283,82 € HT** ( un million six mille deux cent quatre-vingt-trois euros et quatre-vingt-deux centimes euros hors taxe) le montant des investissements nécessaires pour assurer le déploiement de la Phase 1.*

*Cet investissement comprend l'achat du matériel, la préparation des lieux nécessaires à l'implantation du matériel conformément à la réglementation applicable, la pose du matériel et la mise en service des équipements.*

*Il est convenu entre les Parties que l'investissement visé, non prévu initialement dans le périmètre du Contrat, sera pris en charge en totalité par le DELEGATAIRE. Cet investissement ne sera pas comptabilisé dans les GER initiaux.*

*Cet investissement, non prévu initialement dans le périmètre du Contrat, sera amorti sur la durée restante du Contrat de délégation de service publique et constituera un bien de retour.*

*En conséquence, et afin d'accompagner la prise en charge de l'investissement visé par le DELEGATAIRE, l'AUTORITE DELEGANTE convient de prolonger la durée du Contrat de deux (2) mois ; emportant la modification de l'article 2 « Durée » du Contrat.*

*Le CEP actualisé est disponible en annexe 2 du Contrat – « CEP actualisé » (**ANNEXE 4**, jointe aux présentes).*

- ❖ **Pour la Phase 2**, les Parties conviennent de se rencontrer douze (12) mois après la mise en service des IRVE issues de la Phase 1 afin d'étudier les modalités de financement de la Phase 2, soit **131 IRVE** sur huit (8) parcs de stationnement.

*La Phase 2 se déclenchera parc par parc dès lors que sera atteint un taux d'utilisation d'une (1) recharge par jour et par IRVE dans le parc concerné pendant trois (3) mois consécutifs sur les IRVE installées dans le cadre de la Phase 1.*

*Dans cette hypothèse, les Parties conviennent de fixer les modalités de financement de la Phase 2 par voie d'avenant au Contrat.*

*Faute d'atteindre ces seuils par parc, les Parties conviennent de ne pas déployer la Phase 2 sur les parcs concernés ».*

### **ARTICLE 3. CREATION DE L'ARTICLE 6.3**

Il est créé l'article 6.3 ci-après :

#### **« ARTICLE 6.3 : Exploitation des IRVE**

*L'exploitation des IRVE sera confiée à la société Q-PARK FRANCE RECHARGE, société du groupe Q-PARK, qui percevra les recettes et supportera l'intégralité des charges associées.*

*Seul le résultat positif de l'exploitation de Q-PARK FRANCE RECHARGE du service IRVE sera intégré au chiffre d'affaires du service public délégué et ainsi intégré dans l'assiette du calcul de la redevance fixée à l'article 37 « Redevances dues à la Collectivité » du Contrat .*

*A titre indicatif, les tarifs applicables en 2024 sont :*

- 1,20 € TTC la connexion ;
- 0,55 € TTC par KWH.

*Les tarifs susvisés, qui évolueront en fonction notamment du prix d'achat de l'électricité et des coûts d'exploitation, seront sujets à révision annuelle. Ces évolutions seront communiquées à l'AUTORITE DELEGANTE ainsi qu'aux usagers du service au moins trente (30) jours avant leur entrée en vigueur ».*

#### **ARTICLE 4. MODIFICATION DE L'ARTICLE 9 « REGIME DES EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES ET COMMERCIAUX » DU CONTRAT**

L'article 9 du Contrat est complété par la rédaction suivante :

*« (...) Il est d'ores-et-déjà convenu qu'un service de recharge pour véhicules électriques est une activité accessoire autorisée dans les conditions définies à l'article 6.3. du contrat.*

*Le DELEGATAIRE rend compte, dans le rapport annuel prévu à l'article 37 du contrat, des données d'activité et des données financières des activités accessoires.*

*Les résultats financiers des activités accessoires ne peuvent en aucun cas impacter de manière négative les conditions financières d'exécution du service public délégué.*

*Le cas échéant, l'échéance des conventions conclues avec des tiers pour l'exploitation des activités accessoires pourra excéder celle de la Convention de délégation de service public, moyennant l'accord préalable exprès de l'AUTORITE DELEGANTE ».*

#### **ARTICLE 5. MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 « DUREE » DU CONTRAT**

L'article 2 du Contrat « *Durée* » est modifié et remplacé par la rédaction suivante :

##### **« ARTICLE 2. Durée**

*Le contrat entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les formalités de transmission au contrôle de légalité et de notification effectuées. Il prendra fin le **30 avril 2030** »*

## **ARTICLE 60 : PRISE D'EFFET**

L'article 60. Date de Prise d'effet, est modifié comme suit :

Le Contrat De Délégation de Service Public portant sur les Parkings en ouvrage de la Ville De Toulon signé le 26 Novembre 2016 a pris effet le 1er Janvier 2017

L'avenant n° 1 portant sur la tarification applicable au service à compter du 1er janvier 2018 signé le 20 décembre 2017 a pris effet le 1er Janvier 2018

L'avenant n° 2 portant sur la modification du programme de travaux concessifs, la modification la durée des travaux, le montant des travaux complémentaires, la modification de la durée de la convention et la gestion des abonnements longue durée signé le 16 novembre 2018 a pris effet le 16 novembre 2018.

L'avenant n° 3 portant sur la modification des articles 2, 3, 27, 33, 34 et 37 du présent contrat et création de l'article 60 à pris effet au 14 juin 2021.

L'avenant 4 portant sur la modification des articles 16, 46, 47, 49 et 60 à pris effet au 21 Octobre 2022

**L'avenant 5 portant sur la création des articles 6.3 et 27.1 ainsi que la modification des articles 2, 9 et 60 prend effet à sa date de notification.**

## **CLAUSES GENERALES**

Toutes les clauses et conditions générales du contrat de concession non modifiées demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

## 1- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☒ Oui ☐ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : Travaux supplémentaires eu égard à la conformité loi LOM
- Article(s) du contrat impacté : **création des articles 6.3 et 27.1 ainsi que la modification des articles 2, 9 et 60**

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☒ Oui ☐ Non

## 2- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

### Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique

#### ☒ Article R3135-1 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

#### ☐ Article R3135-2-3 et 4 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.

Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.

Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.

#### ☒ Article R3135-5 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir.

Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.

#### ☐ Article R3135-6 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :

1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;

2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

☐ **Article R3135-7 :**

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;

4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.

☐ **Article R3135-8 et 9 :**

Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.

Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.

## **Justifications détaillées pour chaque cas de recours**

**(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)**



### 3- Impact financier

#### A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)

	Contrat Initial	Projection cumulée Avenants (1)+2+3+(4)+5	écarts	En%
CA Prévisionnel	126 056 484,00 €	140 753 823,00 €	14 697 339,00 €	11,66%
Redevances à la Collectivité	31 165 075,00 €	38 616 540,00 €	7 451 465,00 €	23,91%
Charges d'exploitation	118 949 293,00 €	132 217 586,00 €	13 268 293,00 €	11,15%

#### B) Bilan travaux concessifs

	Contrat Initial	Projection cumulée Avenants 2+3+4+5	Ecart	En %
Montant travaux concessifs	20 049 715,00 €	22 233 557,82 €	2 183 842,82 €	10,9%

#### C) Nouveau C.E.P

Cf annexe

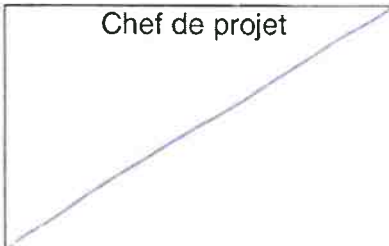
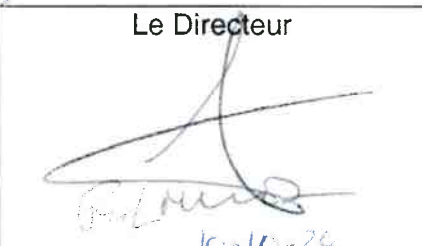
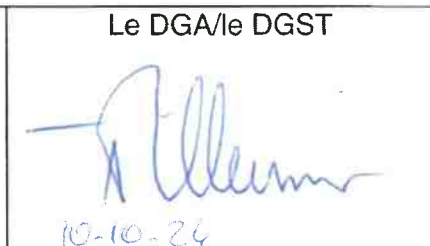
#### D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession : 140 753 823,00 €

#### E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial : 11.66%

#### F) Durée :

		en % sur durée initiale
Durée contrat Initiale (en mois)	144	
Av 1 sans impact	sans impacts	
Av 2 +10 mois	154	6,94%
Av 3 +4 mois	158	2,78%
Av 4 sans impact	sans impacts	
Av 5 +2mois	160	1,39%

Fait à Toulon, le 25-05-24

<p>Chef de projet</p> 	<p>Le Directeur</p>  <p>10-10-24</p>	<p>Le DGA/le DGST</p>  <p>10-10-24</p>
---	---	---



## RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ? ..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

